

Unité bidépartementale Eure Orne
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

Angerville la Campagne, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAP SEINE

Lieudit Bremule
27440 ECOUIS

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2022 dans l'établissement CAP SEINE implanté Lieudit Bremule 27440 ECOUIS . L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAP SEINE
- Lieudit Bremule 27440 ECOUIS
- Code AIOT dans GUN : 0005800371
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société NATUP ex - CAP SEINE située sur la commune d'Ecouis est soumise à autorisation préfectorale, et notamment classée à enregistrement pour la rubrique 2160-1a, silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, pour un volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³. La capacité de stockage de céréales autorisée est de 29 005 m³.

Il s'agit d'un silo de report de céréales.

Le silo d'Ecouis est classé comme SETI (Silo à enjeux très importants).

Les installations contrôlées sont: le silo (palplanche et béton) et l'extérieur du silo.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Prévention du risque d'incendie et d'explosion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Prévention des risques d'explosion et d'incendie | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 1.2.1 | / | Sans objet |
| Plan de sécurité interne | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.3 | / | Sans objet |
| Surveillance de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.1 | / | Sans objet |
| Formation du personnel | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.2 | / | Sans objet |
| Permis de feu | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.5 | / | Sans objet |
| Déclaration des accidents et incidents | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.6 | / | Sans objet |
| Accès aux installations | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.2.2 | / | Sans objet |
| Prévention des risques d'explosion et d'incendie | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.2 | / | Sans objet |
| Prévention des risques d'incendie | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.3 | / | Sans objet |
| Système d'aspiration | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.4 | / | Sans objet |
| Prévention des risques d'incendie et d'explosion | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.5.1 | / | Sans objet |
| Prévention des risques d'autoechauffement | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.6 | / | Sans objet |
| Vieillessement des structures | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.7 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.4.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été menée par sondage et n'a pas un caractère exhaustif. L'exploitant est seul responsable de l'exploitation du site et des suites qu'il donnera aux constats effectués.

Concernant le risque foudre, l'exploitant veillera à réaliser les tests et essais lors des vérifications complètes et/ou visuelles des installations foudre pour s'assurer notamment du bon fonctionnement du PDA et de la conformité de la résistance de terre du réseau de prises de terre du silo aux normes en vigueur.

Concernant le risque incendie, l'exploitant veillera à respecter son échéancier proposée pour lever les observations formulées dans le rapport de contrôle annuel des installations électriques de 2021.

Concernant le contrôle des dispositifs de sécurité des appareils de manutention, l'exploitant s'assurera de la vérification de l'ensemble des installations prévues dans son programme d'entretien annuel et de maintenance prédictive des appareils de manutention.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées |
| Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées |
| Constats : La société NATUP ex - CAP SEINE située sur la commune d'Ecouis est soumise à autorisation préfectorale, et notamment classée à enregistrement pour la rubrique 2160-1a, silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, pour un volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ . La capacité de stockage de céréales autorisée est de 29 005 m ³ . En séance, l'exploitant précise que depuis 2020, le site ne stocke plus d'engrais. Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté l'absence d'engrais (vrac et liquides) sur le site. Les cuves de stockage des engrais liquides (solution azotée) ont été démantelées. Ces activités étaient initialement non classées car en dessous des seuils de déclaration de la nomenclature des installations classées. <u>Conclusion:</u> Au regard des éléments constatés et déclarés par l'exploitant, le site d'Ecouis reste soumis à enregistrement, acté par l'arrêté préfectoral du 26/09/2012. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Plan de sécurité interne

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité et procédures d'exploitation |
| Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux, de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave et d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant dispose d'un plan de sécurité interne du site, daté du 03/02/2022 (PSI 002). Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations du site sont recensées dans ce plan de sécurité. Elles ont été actualisées le 03/02/2022, suite à la fusion des coopératives CAP SEINE et INTERFACE CEREALES. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation |
| Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. |
| Constats : La lettre de mission de la personne nommément désignée par la société NATUP en charge de la surveillance du silo n'a pas été actualisée, suite à la fusion des deux coopératives CAP SEINE et INTERFACE CEREALES, en 2019. L'inspection demande à la société NATUP de mettre à jour la lettre de mission de la personne titulaire de la surveillance du silo d'Ecouis. Selon les déclarations de l'exploitant, le titulaire du silo n'a pas changé, en 2019. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel |
| Prescription contrôlée : Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. |
| Constats : Le personnel de silo, chef et second du silo ont reçu une formation sur les risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Le second de silo a suivi une formation de renouvellement sur les risques liés à l'activité du silo, le 05 février 2021. Le personnel de silo a reçu une formation à la manipulation des extincteurs, le 06/01/2022. L'inspection a consulté l'attestation de ces formations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Permis de feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrements des permis de feu |
| Prescription contrôlée : <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention. Les rondes prévues toutes les demi heures durant les 2 heures suivant les travaux font notamment l'objet d'un suivi et d'un enregistrement formel par l'exploitant.</p> <p>Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.</p> <p>Le permis rappelle notamment:</p> <ul style="list-style-type: none">- Les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,- La durée de validité,- La nature des dangers,- Le type de matériel pouvant être utilisé, <p>Les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),</p> <p>Les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.</p> |
| Constats : L'inspection a consulté par sondage les permis de feu délivrés de 2022 à 2019. |
| <p>Les permis de feu notamment ceux du 25/10/2019, 08/01/2021, 01/04/2021, 04/08/2021, 22/09/2021 et 23/09/2021 mentionnent les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu, sa durée de validité, la nature des dangers, les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.).</p> <p>Une ronde est effectuée 2 heures, après la fin des travaux par points chauds.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Déclaration des accidents et incidents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.1.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des incidents/accidents |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant dispose d'un registre recensant les incidents/presque-incidents/accidents du site. Ce registre est renseigné chaque année même en l'absence d'incidents. Le dernier évènement enregistré sur ce registre date du 10/12/2021. Il s'agissait d'une panne sur le moteur de l'écluse n°3. Le remplacement de ce moteur a été effectué le 02/02/2022 par une société spécialisée dans le secteur d'activité de la réparation d'équipements électriques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Accès aux installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Clôture |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel. |
| Constats : Le site dispose d'une clôture. Des panneaux d'interdiction de pénétrer sont affichés sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques et des installations foudre |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, - une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre, - les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. |
| <p>Constats : <u>Installations électriques</u></p> <p>L'exploitant procède de façon périodique au contrôle des installations électriques du site. A la suite de ce contrôle, un compte-rendu de vérification (Q18) est délivré à l'exploitant. Les 2 dernières vérifications annuelles ont été réalisées en le 28/04/2020 et 31/03/2021.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques de 2021 fait état de 7 écarts dont 5 avaient été déjà signalés les années précédentes. Il s'agit d'écarts de type technique avec action corrective comportant un échéancier à proposer par l'exploitant. Quatre écarts ont été levés par le service de maintenance interne NATUP en début d'année 2022.</p> <p>La mise en conformité de l'écart portant sur la mise sous enveloppe de la fin de course du pendulaire P1 est programmée pour l'exercice 2022.</p> <p>Concernant l'écart relatif à l'indice moteur des plaques moteurs des nettoyeurs qui sont inaccessibles, l'exploitant s'assurera des caractéristiques de ces moteurs (IP5X minimum).</p> <p><u>Installations foudre</u></p> <p>Les dernières vérifications des dispositifs de protection contre la foudre ont été réalisées le 01/03/2021 (vérification complète) et le 12/06/2020 (vérification visuelle).</p> <p>Ces rapports de vérification de 2021 et 2020 ont fait l'objet d'observations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le test du PDA n'a pas été effectué en l'absence de télécommande lors de la vérification complète de 2021. - Le test d'essais de résistance de terre pour la prise de terre n°2 du réseau de prises de terre du silo n'a pas été réalisé en 2020 et 2021, en l'absence notamment de terre végétale. <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les tests et essais prévus par les normes NF EN 62305-3 et NFC 17-102 doivent être réalisés lors des vérifications visuelles et/ou complètes. Ainsi, les parafoudres et les prises de terre doivent être contrôlés et testés de façon périodique.</p> <p>Pour s'assurer du bon fonctionnement du PDA, sous un délai d'1 mois après la transmission de ce rapport de visite, l'exploitant transmettra à l'inspection tout document justifiant la réalisation du test du PDA.</p> <p>Pour s'assurer de la conformité du réseau de prises de terre du silo, sous un délai d'1 mois après la transmission de ce rapport de visite, des tests d'essais de résistance pour la prise de terre n°2 du silo devront être réalisés. Le résultat de ces essais est à transmettre à l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité des installations (appareils de manutention,...) |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un programme d'entretien des ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.</p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes métalliques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont formalisés sur tout document approprié.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant procède chaque année au contrôle de l'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs. Les derniers contrôles de l'état de ces dispositifs ont été réalisés, les 05/11/2021 et 14/12/2020.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport de maintenance prédictive de décembre 2021. Certains équipements de manutention n'ont pas été contrôlés en 2021. Il s'agit des transporteurs TR9 et TR13 et de l'épurateur EP 10001.</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, le jour du contrôle, le transporteur TR9 était à charge. Le transporteur TR13 relié au séchoir ne fonctionnant à la date du 05/11/2021 expliqueraient l'absence de maintenance effectuée lors de la maintenance prédictive du 05/11/2021.</p> <p>L'exploitant a précisé que le séchoir ne fonctionne pas depuis 2020. Les installations du séchoir étaient à l'arrêt, le jour de la visite d'inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il n'existe pas de transporteurs à chaînes sur le site car la direction de la coopérative NATUP a décidé de remplacer les transporteurs à chaînes par des transporteurs à bande dans le cadre d'une grande phase de travaux de remplacement.</p> <p>Lors de la maintenance annuelle de l'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs, l'exploitant s'assurera du contrôle de l'ensemble des installations du silo conformément au programme d'entretien des dispositifs de sécurité du silo.</p> <p><u>Test de mise en oeuvre des dispositifs de sécurité des installations de manutention</u></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/02/2022, un test d'arrêt de l'installation a été réalisé en utilisant la trappe de bourrage du transporteur T1.</p> <p><u>Conclusion:</u> La partie relative à la reprise des cellules a été signalée et retransmise sur l'écran synoptique de la salle de commande des installations de manutention. Par ailleurs, l'ensemble des installations se sont arrêtées conformément aux procédures d'exploitation du silo.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de poussières. Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. En particulier, les locaux électriques (centralisation des alarmes,...) et les installations du séchoir font l'objet de nettoyages dûment adaptés. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Des repères peints au sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. |
| Constats : L'inspection a consulté par sondage le registre de nettoyage du site. Les dates et les zones de nettoyage de l'exercice 2021-2022 sont indiquées sur ce registre. Lors de la visite, l'inspection a constaté un faible empoussièrement du silo au niveau du sol, des parois et des chemins de câble. Toutefois, l'inspection rappelle à l'exploitant que les appareils susceptibles d'accumuler de la poussière (poste de transformation, extérieur des locaux hautes tensions, coffret de l'armoire du local onduleur et du TGBT,...) doivent être régulièrement débarrassés des poussières. En effet, lors du contrôle des installations électriques du 31/03/2021, le rapport de vérification mentionnait des écarts portant l'empoussièrement de l'armoire du coffret terminal pour l'éclairage et de celle du système d'aspiration. L'exploitant a déclaré avoir procédé au nettoyage de ces armoires, en début d'année 2022. Le registre de nettoyage du site mentionne que le nettoyage de cette zone du silo a été effectué les 25 et 26 janvier 2022 puis le 10/02/2022. L'inspection a constaté lors de la visite de terrain que les armoires du silo du rez-de-chaussée ont été débarrassées des poussières. Concernant le rez-de chaussée du silo, l'inspection rappelle à l'exploitant que les parties du silo situées rez-de chaussée doivent régulièrement être débarrassées des poussières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Système d'aspiration

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Système d'aspiration |
| Prescription contrôlée : Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- toutes les parties métalliques sont reliées à la terre,- une mesure des débits d'air est réalisée à la mise en service de l'installation et lors de toute modification du réseau d'aspiration afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage,- les cyclo-filtres et les chambres à poussières sont implantés à l'extérieur des enceintes des stockages. Les cyclo-filtres sont munis d'évents dûment dimensionnés. |
| Constats : L'exploitant procède de façon régulière au contrôle général du dépoussiéreur. En 2021, le dépoussiéreur a été contrôlé le 2 et 3 février 2021 par une société de contrôle et de maintenance d'appareils de filtration. Ce rapport conclut à la présence d'un dépôt de poussières entre les poches du dépoussiéreur pour les médias filtrants. Suite aux conclusions de ce rapport, des travaux ont été effectués les 3 et 4 mai 2021 pour remplacer ces poches et remettre en état l'écluse. Le dépoussiéreur a été contrôlé également les 3 et 4 mai 2021. Ce contrôle n'a pas fait l'objet d'observations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.5.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installation de stockage de propane |
| Prescription contrôlée : Le réservoir de propane doit être équipé (moyens de lutte contre l'incendie...) et géré conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412. L'installation de stockage (et ses installations connexes-canalisation, ...) doit être dûment protégée par tout dispositif adéquat vis-à-vis des heurts de véhicules et est implantée au sein d'une clôture grillagée. |
| Constats : L'exploitant procède au contrôle régulier de la cuve de GPL (une fois par an). L'inspection a consulté le rapport de vérification de la cuve de GPL du 23/04/2020 réalisée par une société extérieure. Concernant la vérification de cette cuve pour l'année 2021, l'exploitant a précisé être en attente du rapport de vérification de 2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'autoéchauffement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Relevé de températures |
| Prescription contrôlée : Le relevé de températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées. Une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est rédigée, explicitée aux intervenants potentiels de l'entreprise, dûment diffusée et disponible aisément. Cette procédure sera mise à jour si besoin et la nouvelle version sera retransmise au SDIS. |
| Constats : L'exploitant procède au relevé périodique de température du silo. L'inspection a consulté par sondage les enregistrements des relevés de température du silo. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Vieillessement des structures

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle du vieillissement des structures |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois du silo. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter toute amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au minimum annuellement et à chaque fois que nécessaire. |
| Constats : L'inspection a consulté les derniers rapports annuels de contrôle visuel des parois des cellules des structures, du 14/06/2021, 29/05/2020 et 24/05/2019. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie interne et externe adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs portatifs adaptés aux risques, en nombre suffisant, judicieusement répartis dans l'établissement. Les extincteurs doivent être visibles, accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement ; • un système d'arrosage fixe sur le réservoir de propane (GPL), raccordé en permanence à une réserve d'eau, assurant un débit minimal de 6L/min/m², déclenchable par le système d'arrêt d'urgence à commande manuelle ou par détection fusible ; • un poteau incendie de 100 mm normalisé (NFS.61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit unitaire minimum de 1 000 l/mn, sous une pression de 1 bar (NFS.600.200) placé à moins de 200 mètres du bâtiment par des chemins praticables. • une réserve incendie de 400 m³ doit être en permanence accessible. L'exploitant met en œuvre une procédure (curage, ré-alimentation, ...) en vue de garantir à tout moment le volume minimal de 240 m³ d'eau dans la réserve. • l'accès à la plate-forme d'aspiration pour les véhicules lourds des services de secours extérieurs doit être assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu, au droit de cette réserve, et maintenu libre en toute circonstance. <p>Ces moyens doivent être disposés à proximité des zones à risques.</p> <p>La colonne sèche est dûment implantée, dotée de sorties en des endroits appropriés (étages de la tour de manutention,...) et maintenue en bon état de fonctionnement (protection au regard des chocs,...). Les accès à ses bouches d'entrées sont en permanence maintenus libres.</p> <p>Les moyens incendie doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p> <p>Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, des mesures de protection, des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs destinés à faciliter l'intervention du SDIS, - les stratégies d'intervention en cas de sinistre, <p>Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte (extincteurs) contre l'incendie en place sur le site.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a établi une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ces moyens et les procédures d'intervention en fonction des dangers sont consignés dans le plan de sécurité interne du site, du 3 février 2022.</p> <p>Les stratégies d'intervention en cas de sinistre, les procédures d'intervention en cas d'auto-échauffement figurent</p> |

| |
|--|
| dans ce plan de sécurité interne. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |